

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Lula-proposera-un-pacte-de-gouvernement-a-l-opposition>

# **Lula proposera un pacte de gouvernement à l'opposition**

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : jeudi 28 septembre 2006

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Favori dans les sondages mais menacé par une procédure d'annulation de son élection, le président Luiz Inacio Lula da Silva propose un pacte politique à l'opposition en cas de réélection lors de la présidentielle d'octobre.**

**Par l'Agence France-Presse**

Brasilia, Le mercredi 27 septembre 2006.

« S'il gagne, Lula va appeler toutes les forces démocratiques à conclure un pacte politique », a déclaré mardi soir le ministre des Relations Institutionnelles, Tarso Genro, appelant l'opposition à calmer le jeu après le scrutin.

Le pacte proposé par Lula porterait notamment sur le vote du budget et d'une réforme politique destinée à assainir la vie politique brésilienne marquée par les scandales.

Les milieux politiques prévoient que même si Lula est largement élu dès le premier tour le 1er octobre, le prochain Parlement également renouvelé ce jour-là, ne fera pas apparaître de majorité claire.

Lula avait déjà évoqué ce pacte juste avant que n'éclate le scandale du dossier. Dans un entretien donné à la mi-septembre à un groupe de journaux, il avait évoqué « un pacte de responsabilité avec le pays », visant à « établir quels sont les principaux projets qui ne sont pas de l'intérêt de Lula, mais qui intéressent tous les Brésiliens ».

Cette idée avait également été simultanément défendue dans la presse par l'ancien bras droit de Lula, José Dirceu, démissionnaire du gouvernement en juin 2005 après le scandale du paiement de pots-de-vin à des députés, mais resté très influent au sein du PT.

« Quel que soit le nouveau président de la République, il n'aura pas de majorité à l'Assemblée et au Sénat. Aucun parti ne fera plus que 90 députés (sur 513) et 25 sénateurs (sur 81) ; et la majorité absolue requiert 257 députés et 41 sénateurs. Donc la gouvernabilité du pays exigera des négociations démocratiques, publiques et transparentes autour de programmes et projets, entre le gouvernement, sa base alliée et l'opposition ».

M. Genro relance cette idée après la publication d'un sondage donnant Lula élu largement dès le premier tour avec 59 % des suffrages exprimés.

Parallèlement, le ministre de Lula a estimé que la demande d'annulation du mandat de Lula par l'opposition « pour abus de pouvoir » dans l'affaire du dossier doit être interprétée comme faisant partie « du jeu électoral ». Sinon elle représenterait une tentative « de coup d'État ».

« Si tout cela reste dans le contexte du jeu électoral, c'est quelque chose de normal (..) mais si cela persiste après la victoire du président Lula, cela deviendrait un coup d'État de troisième catégorie, inacceptable pour le peuple qui va choisir son candidat et son président », a prévenu le ministre Genro.

Lula était sur la défensive depuis dix jours, après l'arrestation le 15 septembre de deux personnes liées au PT en possession de 800.000 dollars, destinés à l'achat d'informations jugées compromettantes pour l'opposition.

Cette « affaire du dossier » a amené la justice brésilienne à émettre mardi soir un mandat d'arrêt contre six

## **Lula proposera un pacte de gouvernement à l'opposition**

---

personnes liées au Parti des travailleurs.

Les mandats d'arrêts touchent Freud Godoy, conseiller personnel de Lula, Gedimar Passos, Jorge Lorenzetti et Oswaldo Vargas, membres de l'équipe de la campagne pour la réélection du président et d'autres membres du Parti des Travailleurs (PT, au pouvoir).